



Compte rendu audioconférence DGFIP du 29 avril 2020

Situation au 28 avril :

		Situation au 27/04	Situation au 24/04
Cas avérés ou suspectés de Covid 19	632	647	780
Agents présents (en %)	22 %	22 %	21 %
Agents présents	21 236	20 840	19 314
Nombre de télétravailleurs	26 703	26 268	25 318
Agents en ASA	40 878	41 646	42 972
Agents présents physiquement dans les SIP	32 %	32 %	28 %
Force de travail des SIP (présentiel + télétravail)	48 %	47 %	42 %
Agents présents physiquement dans les CDC	37 %	37 %	39 %
Force de travail des CDC (présentiel + télétravail)	59 %	56 %	50 %
Détail des postes fermés :			
SIP	6	10	7
SIE	1	2	1
Trésoreries hospitalières	0	2	2
Trésoreries SPL	0	0	0
Autres (dont SPF)	5	6	4
	0	0	0

Généralités :

Le DG commence par apporter des éléments de réponse suite aux interventions de la CGT sur le NRP.

La DG a vérifié point par point les éléments remontés et précise qu'il s'agit pour la plupart de réhabilitation et d'aménagements immobiliers sans lien avec le NRP, et à la marge des travaux immobiliers en lien avec des restructurations décidées longtemps avant le confinement et parfois même avant le début du NRP.

Aucun chantier ne préempte de décisions non prises et finalisées avant le confinement.

Il réaffirme son engagement de suspension de la réforme du NRP, que les discussions sur cette réforme reprendront avec un bilan de la crise que nous vivons pour en tirer les conséquences.

Cette suspension perdurera au moins jusqu'à ce qu'un bilan de cette crise ait pu être tiré et discuté avec les OS.

Une OS ayant écrit à la DG concernant la pression de certains chefs de service sur les télétravailleurs, la DG précise que, comme partout, il peut y avoir quelques ajustements à faire et elle regardera les cas qui seront remontés, mais il ne faut pas généraliser. Et le fait de passer à 24 000 télétravailleurs (de 3000 à 24000) nécessite forcément quelques adaptations et ajustements.

Concernant le déconfinement, la DG continue à travailler au plan de reprise d'activité avec prise en compte des annonces du 1^{er} ministre. Ce n'est pas simple car certains éléments doivent encore être précisés en fonction des départements, etc.

Mais l'objectif reste d'aller vers un retour à une situation normale, ce que tout le monde espère, et en prenant comme priorité la protection et la santé des agents, pragmatisme et reprise progressive de l'activité.

La campagne IR se déroule avec toujours une avance de plus de 30 % de télédéclarations par rapport au même moment de la campagne l'an dernier. Le nombre d'appels est très conséquent, pour exemple 80 000 lundi et 60 000 hier. Et le taux de décroché s'améliore. Ce qui est bon signe dans l'optique de gérer le maximum la campagne à distance pour limiter le plus possible l'accueil sur rendez-vous après le déconfinement. Dans ce même objectif, la DG travaille sur le « co-browse » à savoir la possibilité de prendre la main à distance sur l'écran d'un contribuable.

CGT :

La CGT Finances Publiques est intervenue sur les annonces du 1^{er} ministre, le moins que l'on puisse dire est que le flou reste de mise. Le « débrouillez-vous » mais allez travailler d'E. Philippe inquiète légitimement la population, les collègues et leurs représentants. Quant à son intervention sur les transports en commun, on voit bien qu'il ne prend pas le métro. Il est clairement illusoire de penser mettre en place la distanciation sociale dans les transports.

Au vu du flou artistique, y compris sur la date de déconfinement mise en suspens, des règles différenciées selon les départements, ou encore du volontariat pour mettre ses enfants à l'école, **la CGT Finances Publiques a revendiqué auprès de la DG un calendrier de mise en place du PRA** qui évite tout affolement. Si les travaux de la DG et du ministère doivent être terminés et annoncés aux OS la semaine prochaine, il est vital de laisser le temps de la discussion et de la mise en place au niveau local. Aucun risque ne doit être pris, donc aucun affolement le 11 mai.

La CGT Finances Publiques est intervenue sur la forte problématique des transports dans les grandes métropoles et notamment en Ile de France qui absorbe un flux incomparable de voyageurs quotidiennement. Un renfort prononcé du télétravail dans cette région devra être décidé et tous les moyens donnés pour éviter aux agents de devoir prendre les transports en commun. La sécurité qui doit être garantie aux agents ne doit pas l'être uniquement sur le lieu de travail mais aussi durant les trajets pour s'y rendre, ce qui probablement s'avérera impossible dans les transports urbains surchargés.

La CGT Finances Publiques est aussi intervenue sur les frais de repas, pour insister sur le fait que tous les agents en présentiel devaient pouvoir bénéficier des remboursements de frais de repas, peu importe la situation qui précédait au confinement (restauration collective, ticket restaurant, etc.)

La DG précise que tous les éléments seront pris en compte, notamment les problématiques de transports en commun. Toutes les possibilités sont en réflexion, y compris les horaires décalés. Une dotation complémentaire d'ordinateurs portables est en cours. Il n'est pas question de bâcler le déconfinement et le temps nécessaire sera pris.

La consigne a été passée aux directions locales d'organiser des CHS suite au CHSM de ce matin en fin de semaine prochaine ou dès le 11 mai.

Concernant les mutations et les stagiaires, certaines réflexions ont repris suite aux annonces du 1^{er} ministre et les éléments précis seront transmis dans les jours à venir.

Concernant les mouvements de mutations, la DG ne précise ni confirme ce jour aucune date de sortie de mouvement.

La prochaine audioconférence ministérielle aura lieu lundi 4 mai à 11H30.